

Dans le questionnaire réalisé par la classe, la majorité des participants appartient au groupe en âge de voter. Parmi les répondants, 38,5 % sont des hommes, 57,7 % sont des femmes et 3,8 % sont identifiés comme étant non binaires. La majorité des étudiants comprend le scrutin majoritaire uninominal à un tour et s'y oppose. La majorité de la classe a proposé de remplacer le système de vote actuel par une forme de représentation proportionnelle, où le nombre de sièges au Parlement est environ équivalent au pourcentage de votes de chaque parti. Environ 50 % des participants de la classe estiment que la représentation proportionnelle mixte serait un excellent choix pour le Canada. Le système de vote actuel est problématique, car il accorde un pouvoir injuste au parti gagnant. Parmi les participants, 57,7 % ont fait valoir qu'une grande part des votes devrait compter en vue de l'élection de représentants reflétant les préférences politiques de l'électeur. L'ensemble des personnes de la classe désire que leur vote compte autant dans les circonscriptions sûres que dans les circonscriptions indécises. Une fraction de la classe estime également que le vote obligatoire aidera le Canada à prospérer et souhaiterait voir des stratégies mises sur pied pour s'assurer que les jeunes électeurs et les Autochtones ont accès au vote plus facilement.

Dans le questionnaire réalisé en classe, la majorité des répondants estimait qu'il serait dans l'intérêt des systèmes électoraux et du comité sur la réforme électorale que le Parlement recommande dans son rapport au gouvernement d'aller de l'avant avec la réforme électorale en adoptant le système électoral à représentation proportionnelle mixte. Cette recommandation permettrait de s'assurer que chaque vote compte et que les valeurs de chaque Canadien sont reflétées au Parlement.

Le groupe ayant répondu à notre sondage a également proposé des mesures incitatives pour le vote des jeunes et des Autochtones en vue d'augmenter la participation des électeurs. Selon les résultats de notre questionnaire, si le gouvernement et Élections Canada devaient mettre en œuvre le processus de sensibiliser les jeunes Canadiens à l'aide des supports d'information utilisés par la jeune génération, cela contribuerait à augmenter la participation globale chez les jeunes électeurs canadiens. L'ajout de bureaux de scrutin dans les réserves ainsi que des initiatives visant à faciliter l'inscription au vote ou encore, le fait de voter le jour de l'élection augmenteraient le taux de participation chez les Autochtones et les jeunes adultes du Canada.

Ce questionnaire a permis de réaliser une analyse approfondie auprès d'un groupe de concentration à petite échelle appartenant à la génération du millénaire. Il a montré que sur 26 personnes, seulement 26,9 % comprenaient le système actuel de scrutin majoritaire uninominal à un tour du Canada et la façon dont les gouvernements sont élus en vertu de ce système, alors que 34,6 % le comprenaient très bien, ce qui laissait seulement 38,4 % de personnes ne connaissant pas bien ce système ou ne le comprenant pas du tout. Parmi les répondants, 53,8 % estimaient que le système actuel consistant à inclure tous les électeurs et tous les partis politiques était essentiellement injuste, alors que 26,9 % le trouvaient acceptable, 15,4 % très injuste, et 3,8 % ne savaient pas. Parmi les répondants, 53,8 % estimaient problématique l'absence d'exigence pour le parti élu d'avoir l'appui de la majorité des électeurs

afin de former un gouvernement majoritaire, car cela donne un pouvoir excessif et injuste au parti élu, et 34,6 % s'accordent pour dire que le système actuel est profondément antidémocratique et que la proportion de sièges devrait être égale à la proportion de votes. Parmi les répondants, 73,1 % estimaient que le gouvernement devrait avoir l'obligation de consulter les autres partis et de faire des compromis.

Sur une échelle de 0 à 4 représentant les principes et les valeurs, 4 étant « entièrement en accord » et 0 étant « entièrement en désaccord », 38,5 % des participants estimaient que les électeurs devraient voter stratégiquement. Vingt-quatre ont répondu entre 3 et 4 (12 pour 3 avec 46,2 % et 12 pour 4 avec 46,2 %) et étaient d'avis que le nombre de sièges au Parlement devrait correspondre à la part de votes populaires. La majorité trouvait qu'une grande part des votes devrait autant que possible compter pour élire des représentants reflétant les préférences politiques des électeurs (57,7 % : 4) et estimait que les votes devraient avoir une importance égale dans les circonscriptions sûres et les circonscriptions indéterminées (46,2 % : 3 et 46,2 % : 4).

En ce qui concerne la participation des électeurs, 76,9 % s'entendent sur le fait qu'il y aurait davantage de raisons de voter si chaque vote comptait également. Bien que la majorité soit d'accord sur le fait qu'il faut encourager la collaboration et le compromis entre les partis et faire preuve d'une plus grande civilité au moment de discuter d'options politiques. La majorité est en désaccord avec l'idée selon laquelle nous devrions faciliter l'établissement de gouvernements majoritaires dirigés par le parti disposant de la plus grande part de sièges avec ou sans la majorité des voix exprimées. Au sein du groupe, 84 % des répondants étaient neutres quant au fait d'encourager la formation de gouvernements de coalition représentant la majorité de l'électorat. En ce qui concerne le fait de faciliter l'élection de candidats indépendants, la majorité du groupe de concentration était d'avis que cela devrait être plus facile — 57,7 %. L'idée selon laquelle la formation et la réussite de nouveaux partis devraient être facilitées faisait l'objet d'un désaccord. On a obtenu la neutralité à 50 % en ce qui concerne l'élection de députés provenant de partis de trop petite envergure, et 46,2 % étaient d'avis qu'il faut éviter la domination de deux grands partis.

En ce qui concerne l'accessibilité et l'inclusivité, 65,4 % des personnes s'entendaient sur le fait que le processus de vote devrait être aussi facile que possible pour les électeurs; 30,8 % étaient neutres sur la question d'éviter l'augmentation de la fréquence des élections, alors que 30,8 % étaient favorables; 57,7 %, la majorité, était d'avis que davantage de femmes devraient être élues au Parlement.

Parmi les répondants, 61,5 % étaient d'accord sur le fait que notre système démocratique devrait être fondé sur de solides principes d'intégrité et que des mesures devraient être prises pour protéger chacun des aspects du processus.

Dans le groupe, 34,6 % étaient neutres quant à l'idée d'avoir un député par circonscription, alors que 57,7 % étaient d'avis que nous devrions mettre en priorité les circonscriptions plurinominales ou les régions supplémentaires suffisamment importantes pour garantir la

proportionnalité; 73,1 % étaient d'avis que les électeurs devraient élire des représentants de partout au pays de façon proportionnelle à leur part de vote dans chaque région; 46,2 % s'entendaient sur le fait que la loyauté des députés envers leur circonscription locale ne l'emporte pas sur leur devoir de travailler pour le bien public à l'échelle nationale; 57,7 % étaient d'accord que les députés devraient être élus en fonction de l'attention qu'ils accordent aux enjeux locaux et de leur capacité d'aider les citoyens aux prises avec leurs problèmes personnels; 76 % trouvaient que les politiciens devraient être encouragés à adopter une perspective à long terme en matière de politiques; 36 % étaient neutres en ce qui concerne le fait d'éviter d'importants changements de politiques, en raison de la préférence des électeurs qui est d'apporter de petits changements, alors que 48 % des répondants étaient d'accord sur cette question; 88,4 % s'entendaient sur le fait que les meilleurs représentants étaient élus dans chaque parti.

Parmi les répondants, 69,2 % connaissaient bien la proposition consistant à intégrer des bulletins préférentiels tout en conservant l'approche du « tout au vainqueur » que nous avons maintenant, alors que 26,9 % ne la connaissaient pas bien; 76,9 % connaissaient bien la proposition consistant à intégrer un système à représentation proportionnelle mixte, fondé sur la combinaison d'importantes circonscriptions et l'utilisation de sièges supplémentaires sur une base régionale afin de garantir la proportionnalité; 42,3 % ne connaissaient pas bien le système de vote unique transférable, alors que 57,7 % le connaissaient bien; 50 % ne connaissaient pas bien les options hybrides suggérées consistant à combiner les circonscriptions plurinominales dans les villes avec les circonscriptions uninominales dans les villes comptant un seul représentant ou encore avec les circonscriptions dans les régions rurales, tout en ajoutant un petit nombre de sièges supplémentaires afin de garantir la proportionnalité, alors que 42,3 % les connaissaient bien; 80,8 % étaient d'accord à l'idée de remplacer le système actuel de scrutin majoritaire uninominal à un tour par une forme de représentation proportionnelle où le nombre de sièges au Parlement correspondrait au nombre de votes.

Parmi les répondants, 73,1 % estimaient qu'une forme de système à représentation proportionnelle mixte serait un excellent choix pour le Canada; 38,5 % étaient neutres quant à une certaine version du système de vote unique transférable, alors que 38,5 % étaient quelque peu en accord; 38,5 % étaient neutres quant à une option hybride rurale urbaine comprenant une combinaison de circonscriptions plurinominales, alors que 38,5 % étaient quelque peu d'accord avec cette option; 34,6 % étaient neutres au sujet de la capacité du vote obligatoire d'augmenter la participation des électeurs, alors que 30,8 % étaient très en accord; 38,5 % étaient d'accord que le vote en ligne pourrait être une bonne façon d'augmenter la participation des électeurs.

Le groupe de concentration sur lequel ces statistiques se basent se trouvait entre l'âge de 20 à 29 ans : 57,7 % étaient des femmes, 38,5 % des hommes, et 3,8 % s'identifiaient comme étant non binaires ou comme appartenant à la communauté LGBTQ2. La majorité des électeurs demeure en Ontario, à raison de 80,6 %, alors que 19,4 % résident à l'extérieur de l'Ontario. La majorité demeure dans une ville de plus de 100 000 habitants, à raison de 80,8 %; 50 % des

répondants ont affirmé avoir voté pour leur premier choix, alors que 15,4 % des répondants ont voté stratégiquement, et 34,6 % n'ont pas voté.